



INFO TOUT PERSONNEL

Snyupfen
Union
Syndicale
Solidaires

REGION LORRAINE / NUMERO 6 / Juin 2008



Bar le Duc Mercredi 04 Juin 2008

Les forestiers déterminés bloquent l'accès de l'Agence. Bernard Gamblin (DTC) venu de Paris restera sur le trottoir.

Visiblement, Mr Gamblin ne fait confiance ni aux responsables territoriaux en charge du contrôle des aménagements, ni aux personnels formés en charge de la rédaction des aménagements forestiers.

Doit-on en conclure que la région est mise sous tutelle?



B Gamblin n'a pas répondu aux revendications sur l'emploi. Alors, nous lui avons fait une leçon d'économie basique. Nous lui avons signifié que nous adapterions l'offre de bois au nombre de postes pourvus à l'automne.

A chaque poste vacant, nous appliquerons une diminution du volume proposé à la vente.

Cà, ça ne l'a pas fait sourire.

Le DT Max Magrum, qui avait botté en touche lors du forum sur le martelage, a été rattrapé au vol par les forestiers Meusiens.

Il accompagnait le Directeur technique et commercial venu de Paris pour apprendre aux meusiens à marteler plus de volume.

Notre DT fut d'ailleurs relativement absent de la discussion laissant son hôte batailler avec les collègues Meusiens très remontés.

Gestion durable, emploi, financement des missions non commerciales de la forêt ont été au coeur des débats.

Et une fois de plus, nous avons pu comprendre que nous ne parlions pas le même langage.

Le directeur est venu faire cracher la forêt. Il a voulu nous faire comprendre la nécessité d'adapter l'outil de production (comprenez la forêt) aux nécessités économiques de nos clients (comprendre les scieurs).

En clair, la chasse aux gros bois est reparti.

Le DT a réaffirmé son intention de faire marteler certaines parcelles par les ouvriers, ce qui a provoqué la colère des participants. S'il campe sur sa position, il prend le risque de tensions vives à la rentrée. Il a aussi redit qu'il fallait revoir de façon drastique le métier d'agent patrimonial.

Là, au vu des réactions de certains, il prend le risque d'une démobilitation totale des forestiers qui croient encore à leur métier.

Nous avons aussi dénoncé la mise en oeuvre de l'agence travaux (son initiateur étant là, il ne fallait pas hésiter) qui, à notre sens va renforcer la coupure entre les différentes structures de l'ONF. Nous avons redit que, si les travaux étaient actuellement encore confiés à l'ONF, c'était parce que les agents faisaient le lien avec les collectivités. Demain, avec l'agence travaux, ce sera terminé.

Colère du DT qui veut nous rendre responsable de l'échec prévisible de cette nouvelle agence

Intervention remarquée d'une manifestante :
définition du martelage.

«Certaines communes s'interrogent sur nos activités. Il m'a été demandé si les coupes que nous réalisons chaque année en forêt, s'effectuaient dans le but de répondre à une demande (quantitativement parlant). Ma première réponse (et la plus censée) a été de dire qu'il s'agit d'opérations sylvicoles (en développant la notion d'amélioration, régénération, coupe sanitaire,...) liées à un plan de gestion dans le but de pérenniser la forêt.

Aujourd'hui, en vous écoutant, Monsieur Gamblin, que dois-je répondre à de pareilles interrogations : Mesdames, Messieurs les maires, sachez que le volume que nous mobilisons dans vos forêts se doit de répondre à la demande des entreprises de traitement du bois, et que nous ciblons d'ores et déjà des catégories de diamètre précises, car, basées sur le calibrage des outils de ces usines?»

Le DTC n'a pas vraiment démenti.

Oubliée la sylviculture, du volume c'est tout ce qui compte, et pas n'importe lequel, bois moyen de préférence!!!

Des nouvelles en bref :

Boycott de la comptabilité analytique :

Le compteur tourne toujours, record sur une agence dont nous tairons le nom pour ne pas faire d'envieux (75% enregistré)

Un clic pour le martelage :

En 48 heures, 100 mails envoyés à Magrum pour refuser le martelage confié aux OF.

DERNIERE MINUTE- DERNIERE MINUTE

Le DG était dans les Vosges vendredi 06 juin pour la signature de la vente du terrain à la scierie Pollmeier. Cette visite organisée dans le plus grand secret ne grandit, ni notre direction (a t'elle peur de ses personnels?), ni nos élus locaux Poncelet et Heinrich qui décident seuls, sans qu'aucune étude économique sérieuse n'ait été faite pour valider ce projet.

Bonjour la démocratie!

Déclaration des RUT, RUS et Chefs de service de l'Agence de Bar le Duc réunis en CODIR le 30 Mai 2008.

Déclaration lue et remise à B. Gamblin et M Magrum le 4 juin.

Les personnels d'encadrement de l'agence de Bar le Duc constatent et regrettent vivement :

La dégradation du climat social :

Altération de la confiance dans la hiérarchie, hypercloisonnement des services conduisant à des cadrages parfois contradictoires, manque de transparence des décisions, prime à l'individualisme, objectif quantitatif plutôt que qualitatif.

La dégradation des conditions de travail :

Evolution permanente des structures, raisonnement à court terme, difficulté d'effectuer nos missions régaliennes, spécialisation de certains personnels administratifs et techniques, procédures trop complexes.

La dégradation du métier dans un contexte économique difficile :

Relation de plus en plus tendue avec certaines communes forestières, exploitants, entreprises de travaux, chasseurs où les personnels sont souvent au coeur de conflits d'intérêts.

Ce climat ne favorise pas un travail serein, collectif et efficace, créant un sentiment de méfiance, de malaise, de stress et de démotivation

Situés à l'interface de la direction, des services et des équipes opérationnelles, nous vous mettons en garde sur les conséquences de la poursuite de cette politique destructrice pour les forestiers et la forêt.

Par ailleurs, nous sommes totalement solidaires des équipes qui refusent les intérimis longs. Nous exigeons une réunion globale de tous les personnels expliquant les objectifs de l'Agence, en privilégiant les critères collectifs. En attendant, nous refusons d'effectuer les entretiens annuels et la signature des contrats d'action.

L'ordre du jour concernant la modulation de la PSR n'a pas apporté l'éclaircissement nécessaire et confirme le caractère démotivant et anti « gestion durable ».